

OUVERTURE DU PLÉNUM DU PARTI DES TRAVAILLEURS

Louisa Hanoune s'interroge sur la réhabilitation extrajudiciaire de Ould Kaddour

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, voit dans la nomination de Abdelmoumen Ould Kaddour à la tête de Sonatrach une ingérence inquiétante dans les affaires du pays et le signe que la décision en Algérie échappe désormais totalement au pouvoir en place.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - A l'ouverture hier du plénum du parti, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, s'est interrogée sur la réhabilitation extrajudiciaire de l'ancien P-dg de BRC Abdelmoumen Ould Kaddour qui vient d'être nommé à la tête du Sonatrach, une nomination qu'elle a qualifiée de «dérive effrayante». «La question qui revient avec insistance est de savoir si cette nomination relève d'une décision algérienne ! En tout cas, au PT, nous sommes sûrs qu'elle est

décidée à l'étranger. Parce que cela ne sert ni Sonatrach, ni l'Etat et encore moins notre sécurité en tant qu'Algériens.

C'est plutôt une lourde provocation», a-t-elle asséné. Et de se demander : «Quel est le message que porte cette nomination au peuple algérien ? Que prépare-t-elle ? La réactivation de la loi Khelil sur les hydrocarbures ? La remise en cause des nationalisations ?».

En effet, Louisa Hanoune a déclaré que «Ould Kaddour a été condamné pour divulgation de

secrets d'Etat et il n'a même pas fait appel après sa condamnation». «Ce qui est en soi, a-t-elle ajouté, un aveu de culpabilité». «S'il y a lieu de le réhabiliter, c'est à la justice de le faire. Ce qui se passe est, on ne peut plus, horrible ! Nous avons l'impression que les institutions de l'Etat n'ont plus la capacité de résister au chantage étranger et que l'Algérie a totalement perdu sa souveraineté», a-t-elle dénoncé.

Louisa Hanoune ne s'est pas limitée au cas de Ould Kaddour pour illustrer ce qu'elle a qualifié de «mise sous tutelle du pays». Elle a énuméré d'autres «signes qui indiquent que l'Etat est en danger».

D'abord la toute dernière visite des représentants des institutions de Bretton Woods, la Banque



Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). «Nous ne sommes soumis à aucun programme d'ajustement structurel et à ce que nous sachions, nous sommes affranchis de leur programme destructeur en 1998 !

Que viennent-ils faire ici si ne n'est de dicter au gouvernement ce qu'il doit faire ! Puis, admettons qu'ils aient des pourparlers avec le ministre des Finances. Mais que fait, pardi, le représentant du FMI au ministère de l'Education nationale ?», s'est-elle étonnée.

Et de situer la responsabilité : «La ministre de l'Education n'est pour rien parce qu'une décision pareille la dépasse».

La SG du PT a également fait référence à la révision de l'Accord d'association : «Nous sommes d'accord avec le diagnostic fait par le ministère du Commerce et qui indique que cet accord est

défavorable à l'Algérie. Mais, sa conclusion donne froid dans le dos : l'Algérie continuera à respecter ses engagements».

Et d'ajouter : «Cela n'est pas de la responsabilité du ministre par intérim ou son défunt prédécesseur».

Il convient enfin de noter que le plénum du parti, réunissant pour deux jours (hier et aujourd'hui, ndlr), au Village des artistes à Zéralda, les membres du Comité central et les responsables des wilayas et élargi exceptionnellement aux candidats têtes de liste pour les législatives, a été consacré justement aux législatives de mai prochain.

A l'ordre du jour, a précisé Louisa Hanoune, l'élaboration de la stratégie de campagne électorale et les moyens à mettre en œuvre.

L. H.

AÏN-TEMOUCHENT

Ould Abbès : «Les législatives, une feuille de route pour les présidentielles»

Lors d'une rencontre avec les candidats de 14 wilayas de l'ouest tenue à Aïn-Témouchent, le secrétaire général du parti FLN, le docteur Ould Abbès, a déclaré que les élections législatives du 4 mai 2017 seront une feuille de route des élections présidentielles de 2019.

Le secrétaire du parti dira que ces élections (les législatives) ont une importance capitale et historique car elles sont liées à celles de 2019, il ajoutera que certaines parties veulent se positionner sur le dos du FLN pour réaliser leurs buts personnels, toutefois, il a fermé toutes les portes aux opportunistes. Ould Abbès confirmera qu'il assumera la responsabilité

d'établir les listes des candidats des prochaines élections législatives en compagnie des membres du bureau présidentiel et les mouhafeds dans le choix des candidats, en ajoutant qu'il a demandé conseil auprès des sénateurs. Il ajoutera qu'il comprend parfaitement le courroux des candidats non retenus dans les listes des élections, «il est difficile de contenter tout le monde du fait qu'il était obligé de trier 462 candidats d'une liste de 6 294 postulants».

Ould Abbès finira par dire que le seul critère appliqué dans le choix des candidats du parti FLN «est la fidélité de ces derniers au président de la République et de son programme ensuite à leur fidélité au parti du FLN.»

S. B.

INDUSTRIE

Lancement de travaux du complexe de la cimenterie de Sigus

Le complexe industriel de la cimenterie tant attendu par toute une région vient de connaître un début des travaux.

C'est en cette fin de semaine que Monsieur Brimi D., wali d'Oum El Bouaghi, accompagné de ses proches collaborateurs ainsi qu'un parterre de journalistes s'est rendu dans la commune de Sigus à l'ouest du chef-lieu de wilaya pour donner le coup d'envoi des travaux. Sur les lieux, la délégation a assisté à une présentation du projet fournie par les représentants du groupe GICA propriétaire de la cimenterie. Selon la fiche technique présentée par le chef de projet, ce gigantesque projet d'une capacité en vitesse de croisière de 2,2 millions de tonnes/an implanté sur une superficie de plus d'une centaine d'hectares qui a coûté au Trésor public une enveloppe financière de 51 milliards de dinars (dont 450 millions d'euros) qui sera réalisé dans un délai contractuel de 31 mois emploiera près de 500 travailleurs en postes directs et plus de 1 500 indirects, le complexe prévoit aussi 150 logements de fonction et d'astreinte. Toujours selon les responsables de ce pro-

jet, ce complexe dont les travaux sont confiés à un consortium franco-chinois comprend une partie de la formation des cadres et de la maîtrise assurée par le constructeur et une autre se fera sur site à travers les unités de production du groupe ainsi que le propre centre de formation propriété du groupe.

Pour rappel, ce projet ainsi qu'un autre implanté au sud et des extensions au niveau de certains complexes existants une fois mis en service, le groupe industriel des ciments ne recourra plus à l'impor-

tation, plutôt il étudiera la possibilité de placer l'excédent de la production sur le marché extérieur.

Dans une déclaration faite aux journalistes, le chef de l'exécutif a insisté sur l'importance du projet de portée nationale et a souligné son impact aussi bien au plan économique que social sachant qu'il évitera de recourir aux importations et résorbera une grande partie du chômage qui affecte la région dont la vocation est agropastorale. Dans le même contexte, le wali a félicité les différents

acteurs ayant fait aboutir ce projet et a montré sa disponibilité à les accompagner durant leur présence sur le territoire de la région, à ce sujet, il a même promis d'installer un comité de pilotage qui suivra de près l'évolution de ce complexe pour qu'il progresse dans de meilleures conditions possibles.

De son côté, M. Bensaci, directeur des finances et de l'administration nous a fait savoir que le projet emploie déjà presque une centaine de travailleurs dont une grande partie a déjà suivi une for-

mation spécialisée et ajoutera que le recrutement se fera progressivement à chaque fois que la nécessité se fera sentir.

Enfin, comme pour bien entamer les travaux de ce bijou de complexe, les responsables ont tenu à respecter certaines coutumes ancestrales qui font l'usage d'un rite où il faut égorger des moutons, en cette heureuse occasion, trois gros moutons ont été sacrifiés au niveau même des premières fondations.

Moussa Chtatha

CHU DE TIZI-OUZOU

Les professionnels de l'établissement solidaires avec la direction

Le personnel hospitalier du CHU de Tizi-Ouzou se déclare solidaire de la direction de l'établissement visée par un rassemblement de protestation lancé par un collectif anonyme qui se prévaut du soutien de plusieurs comités de quartiers de la ville de Tizi-Ouzou, à travers un communiqué largement diffusé en ville.

A l'initiative de la section syndicale Snapap, du conseil scientifique du CHU ainsi que des associations culturelles et humanitaires de la commune, un rassemblement s'est tenu, dans

la matinée de jeudi dernier, devant le siège de la direction de CHU.

Les médecins, paramédicaux et travailleurs représentant l'ensemble des services qui étaient présents en nombre, et autres associations ont dénoncé les propos qui, fustigent-ils, touchent à l'intégrité de l'établissement hospitalier universitaire.

Les participants au sit-in s'élèvent contre l'appel anonyme, qui, d'après eux, vise la déstabilisation du CHU. Se déclarant solidaires avec leur direction, les professionnels du CHU et les associations se disent choqués par les propos contenus dans le communiqué qui, selon eux, vise la déstabilisation de l'établisse-

ment et son premier responsable dont ils défendent la qualité de la gestion qui s'est traduite par des améliorations substantielles à tous les niveaux, depuis l'arrivée de l'actuel directeur général qui, témoignent-ils encore, a pu redresser la situation «désastreuse» dans laquelle se trouvait précédemment le CHU Nédir-Mohamed, selon les participants au rassemblement qui se sont mobilisés suite à l'affichage d'un appel lancé par un collectif qui revendique le soutien de plusieurs comités de quartiers de Tizi-Ouzou, dénonçant la qualité de la prise en charge et de l'accueil des malades au niveau des services de l'établissement hospitalier.

S. A. M.